



De quoi Macron est-il le nom ?

Par Nathanaël UHL,
chercheur associé à l'ACJJ

Décembre 2018

10.800 signes

Au cœur d'une tourmente politique comme la France en a connu peu, le président Emmanuel Macron apparaît, plus que jamais, comme le *Roi nu* du conte d'Andersen. Recroquevillé en son Palais, en plein cœur d'une émeute¹, il laisse filtrer qu'il fait refaire la moquette de l'Elysée, siège de la présidence française, pour un montant de 300 000 euros. Il y a là, la dernière expression d'une arrogance toute sarkozienne, qui a vu M. Macron qualifier les salariées de l'entreprise Gad d'« *illettrées* » lorsqu'il était encore ministre de l'Economie de François Hollande ou encore parler des Français comme des « *fainéants* » ou des « *Gaulois réfractaires* ».

Tradition de « l'homme providentiel »

Ce trait de caractère pourrait ouvrir la voie à une approche psychologisante, qui a déjà été largement empruntée. C'est l'objet politique que représente Macron qui doit pourtant retenir l'attention. Celui qui se présente comme « *ni de gauche ni de droite* », car étant « *en même*

¹ Nathanaël Uhl, [Gilets jaunes, la révolte des marches françaises](#), pour ACJJ, 5 décembre 2018

temps de gauche et de droite », s'inscrit dans une solide tradition hexagonale, celle du « recours », de « l'homme providentiel », de Napoléon à Charles de Gaulle, en passant par le feu de paille que représente le général Boulanger. Emmanuel Macron se rapproche de l'une de ces figures puisqu'il est le plus jeune chef d'Etat depuis Louis-Napoléon Bonaparte élu en 1848 alors qu'il avait seulement 40 ans.

Comme le premier Empereur, comme « *Napoléon le petit* », ainsi que Victor Hugo appelait Napoléon III, et comme de Gaulle, Macron est parvenu au pouvoir au terme d'une période politique troublée, marquée par une instabilité institutionnelle doublée d'une crise sociale voire politique au cours de laquelle les corps intermédiaires n'ont pas su assumer leur rôle de modérateurs. L'ascension de Napoléon Bonaparte se précipite quand le Directoire se révèle incapable, de 1797 à 1799 (coup d'Etat du XVIII Brumaire), de mettre de l'ordre. Confronté à la poussée royaliste, dans un premier temps, il est secoué par le retour en force des néo-jacobins, alors que la guerre ne cesse pas. C'est dans ce contexte d'agitation que le général vainqueur d'Arcole peut se faire proclamer premier consul à l'issue d'un coup d'état militaire.

De la même manière, Louis-Napoléon Bonaparte profite du soutien du « parti de l'ordre » après que les « journées de juin » 1848 (soulèvement ouvrier à Paris) a fait vaciller la bourgeoisie qui se remettait tout juste de sa victoire face au roi Louis-Philippe, contraint à l'abdication au terme de la révolution du mois de février. Candidat à la première élection présidentielle tenue au suffrage universel (masculin), il est élu avec 74,2% des voix. Son électorat, bien que majoritairement paysan, se révèle hétéroclite mêlant bourgeois hostiles aux « partageux », citadins des petites villes et ouvriers parisiens. D'ailleurs à Paris, il réalise un score homogène, recueillant autant de voix dans les beaux quartiers de l'Ouest que dans ceux ouvriers de l'Est².

« **Au-dessus des partis** »

Quant à Charles de Gaulle, il doit son retour au pouvoir en 1958 à l'incapacité des partis républicains traditionnels à gérer la guerre d'Algérie et à assurer une stabilité politique au pays. La vision gaullienne du pouvoir est celle d'un chef directement approuvé par la Nation, entretenant un rapport direct avec le « peuple ». A ce titre, de Gaulle est le premier à avoir

² Pierre Milza, *Napoléon III*, collection « Tempus », éditions Perrin, 2006

ouvertement théorisé le saut par-dessus les corps intermédiaires que constituent les partis et les syndicats, en premier lieu. Il le fait dès 1946, lors de son discours de Bayeux :

*« C'est donc du chef de l'État, placé au-dessus des partis que doit procéder le pouvoir exécutif. Au chef de l'État la charge d'accorder l'intérêt général quant au choix des hommes avec l'orientation qui se dégage du Parlement. (...) A lui l'attribution de servir d'arbitre au-dessus des contingences politiques, soit normalement par le conseil, soit, dans les moments de grave confusion, en invitant le pays à faire connaître par des élections sa décision souveraine. A lui, s'il devait arriver que la patrie fût en péril, le devoir d'être le garant de l'indépendance nationale et des traités conclus par la France. »*³

Emmanuel Macron, élu président de la République, s'est inscrit dans cette lignée d'un pouvoir en lien direct avec la « Nation ». Il l'a mis en scène dès les débuts de son quinquennat en assumant clairement la filiation en termes d'exercice du pouvoir. Cela se traduit par les bains de foule, y compris en affrontant la conflictualité avec ce jeune homme en recherche d'emploi, auquel il affirme : « *Je traverse la rue, je vous trouve* » du travail. Ce faisant, il affirme une forme d'omnipotence jupitérienne.

Ministres comme parlementaires lui doivent leur place

« Jupiter » est d'ailleurs le surnom qu'il affectionne recevoir de ses proches. Il est totalement intériorisé par les membres du gouvernement. « *Emmanuel Macron est Jupiter. Je suis Hermès, le messager* », témoigne le ministre de l'Economie, Bruno Le Maire⁴. Aveu de ce que les ministres, comme tous les parlementaires, lui doivent : leur place. C'est l'élection d'Emmanuel Macron et elle seule qui a permis au parti croupion La République En Marche (EM, qui sont d'ailleurs les initiales d'Emmanuel Macron) qui a permis qu'ils deviennent qui député, qui ministre. Ce faisant, Macron est allé bien plus loin que de Gaulle puisque le parti de ce dernier, le Rassemblement pour la France, était bien plus qu'une coquille vide.

³ Charles de Gaulle, Discours prononcé à Bayeux le 16 juin 1946

⁴ Cité par Myriam Encaoua et Pauline Théveniaud dans [Emmanuel Macron, l'hyper président](#), *Le Parisien*, 2 juillet 2017, consulté le 25 novembre 2018.

L'actuel président de la République a renoué avec le contact direct avec la foule, donc avec le peuple, lors de son « itinérance mémorielle » préalable aux cérémonies commémorant le centenaire de la fin de la première guerre mondiale. Le mouvement des « Gilets jaunes » a brusquement rompu ce lien. Le premier ministre, Edouard Philippe, a été renvoyé en première ligne, Macron se murant dans un silence dont le vacarme a assourdi les manifestants, qui ne cessent de réclamer qu'il « *prenne la parole* ».

Il y a dans cette sommation un retour du boomerang envoyé, avec arrogance, par Emmanuel Macron lui-même. Au plus fort de « l'affaire Benalla », du nom d'un de ses collaborateurs en charge de sa sécurité qui a été filmé en train de commettre des actes de violence contre des manifestants le Premier mai, le président avait tonné, bravache, devant les parlementaires de son parti (La République en Marche) : « *S'ils veulent un responsable, il est devant vous. Qu'ils viennent me chercher. Je réponds au peuple français.*⁵ »

« Noblesse d'Etat »

Cela étant rappelé, il y a de profondes divergences entre Emmanuel Macron et les précédents hommes providentiels auxquels la France s'est livrée. D'abord, la nature de ses soutiens premiers. Face à ce qu'ils appellent « *la montée des populismes* », la bourgeoisie d'affaires française et la haute fonction publique, cette « noblesse d'Etat », selon le terme de Pierre Bourdieu, qui constitue la colonne vertébrale de la classe dirigeante française depuis les années 1950, – ce que Jean-Pierre Chevènement appelait « *l'énarchie* » - se sont alliés, de facto, derrière Emmanuel Macron, qui représentait un profil nouveau présumé en phase avec les aspirations aux changements de la société française. De fait, cette « oligarchie » se répartissant les leviers du pouvoir, dont Macron est issu, a gommé, momentanément, ses divergences politiques (centre-gauche contre centre-droit) pour se rassembler autour de l'essentiel : défendre une vision libérale de l'Europe, une économie dérégulée et un ancrage dans la mondialisation, face à ceux qui, de Jean-Luc Mélenchon à Marine Le Pen – avec des différences notables entre ces deux figures, quoi qu'il en soit -, combattent ce projet. C'est ce que l'essayiste Hakim El Kaouri appelle « *l'alliance des bourgeoisies* »⁶.

⁵ *Affaire Benalla - "Qu'ils viennent me chercher" : la phrase d'Emmanuel Macron fait bondir l'opposition*, LCI le 25 juillet 2018, consulté le 25 novembre 2018

⁶ Hakim El Karoui : *L'élection de Macron est le fruit de l'alliance des bourgeoisies*, Le Figaro, 26 juin 2017, consulté le 30 septembre 2018

N'en reste pas moins que cette alliance n'est pas parvenue, au-delà des grandes lignes du programme macronien (concentration du capital, ouverture européenne de l'économie française et processus de dérégulation) à se mettre d'accord sur la manière de traduire ces grandes orientations en actes. La crise des « Gilets jaunes » a été ainsi l'occasion d'un affrontement entre les tendances, qui persistent, au sein d'En Marche. Alors que le premier ministre, issu des Républicains (droite), se disait prêt à revenir sur la suppression de l'Impôt solidarité sur la fortune, réclamée par les manifestants, le président de la République s'y est clairement opposé.

Le mouvement-parti En Marche est toujours en quête d'une épine dorsale idéologique. Après plusieurs changements de tête, il a fini par désigner l'inconnu Stanislas Guérini comme son délégué général. Mais le corpus, lui, se fait attendre. Prédécesseur de M. Guérini à la tête d'En Marche, Philippe Grangeon a reconnu : « *Nous sommes nés du dépassement de la droite et de la gauche. Il faut donc faire preuve d'humilité et continuer à garder à l'esprit que notre parti est un challenger qui doit surprendre. Reconnaissons qu'après seulement trente mois d'existence, En Marche est un mouvement qui se cherche encore, qui a encore de nombreux progrès à réaliser.*⁷ »

On ne saurait mieux dire...

⁷ *La République en marche est un mouvement qui se cherche encore*, in *Le Monde*, le 30 novembre 2018, consulté le 2 décembre 2018.